



PREFET d'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Parçay-Meslay, le

14 05. 2012

Unité territoriale d'Indre-et-Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire
Bureau de l'Aménagement du Territoire
et des Installations Classées
37925 TOURS Cedex 9

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

**Agrément pour le stockage, la dépollution et le démontage
des véhicules hors d'usage**

Société AFM RECYCLAGE

Site de SAINT-PIERRE-DES-CORPS

1. CADRE REGLEMENTAIRE
2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT
3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT
4. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Horaires d'ouverture 9H00-12h00 / 14H00-16H00
25-26 rue des Ailes
ZA n°2 les Ailes
37210 Parçay-Meslay
Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 66 34
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Par courrier en date du 25 novembre 2011, Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire a transmis à l'inspection des installations classées, pour avis, la demande présentée par l'exploitant de la société AFM RECYCLAGE en vue d'obtenir le renouvellement de l'agrément relatif au stockage, à la dépollution, au démontage des VHU (véhicules hors d'usage) sur le site de la commune de Saint-Pierre-des-Corps.

1. CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement des VHU

Le décret n°2003-727 du 1^{er} août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage (codifié aux articles R. 543-161 et R. 543-162 du code de l'environnement) précise que les exploitants des installations d'élimination des VHU (broyeurs et démolisseurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral.

Les VHU ne peuvent être remis par leurs détenteurs (propriétaires, personnes agissant pour les propriétaires, autorités dont relèvent les fourrières) qu'à des démolisseurs ou à des broyeurs agréés ou à des centres de regroupement.

Les démolisseurs agréés assurent la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des VHU. Ils confient ensuite les VHU à un broyeur agréé qui assure la destruction finale des véhicules par découpage ou broyage. Les véhicules peuvent toutefois être remis directement par leurs détenteurs à un broyeur agréé qui dépolluera et détruira ensuite les VHU.

b) Éléments de traçabilité

Le décret en question a introduit 2 documents relatifs à la traçabilité des véhicules :

- le récépissé de prise en charge du véhicule pour destruction,
- le certificat de destruction du véhicule.

Le récépissé de prise en charge pour destruction est remis par l'opérateur agréé au propriétaire du véhicule qui, en échange de la carte grise sur laquelle est mentionnée son intention de le détruire, lui remet son VHU. Une copie du récépissé est également adressée à la Préfecture d'immatriculation du véhicule.

Le certificat de destruction du véhicule est complété par le broyeur agréé, dans les 15 jours suivant sa destruction, et transmis à la Préfecture d'immatriculation du véhicule qui peut alors procéder à l'annulation de l'immatriculation.

c) Agréments des opérateurs

Pour les installations existantes et autorisées au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'agrément fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

La procédure d'agrément des opérateurs est précisée par l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

Le dossier doit contenir une déclaration du pétitionnaire par laquelle il s'engage à respecter un des deux cahiers des charges annexés à l'arrêté du 15 mars 2005. Ce cahier des charges oblige notamment l'opérateur à procéder à la dépollution des VHU (retrait de la batterie et des fluides, notamment) avant toute autre opération.

Un organisme certifié doit attester annuellement de la conformité des installations du demandeur aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation d'une part, et aux exigences techniques mentionnées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005, d'autre part.

2. PRESENTATION DE LA SOCIETE AFM RECYCLAGE (site de Saint-Pierre-des-Corps)

La société AFM Recyclage exploite, dans son établissement situé en zone industrielle des Yvaudières, rue du Colombier à Saint-Pierre-des-Corps, des installations de transit de déchets non dangereux ainsi qu'une installation de stockage et de dépollution de VHU.

L'établissement est autorisé à exploiter ces installations par arrêtés préfectoraux des 12 avril 1976, 15 mai 1986 et 14 juin 2006.

Les principaux déchets qui sont admis sur le site, sont les suivants :

- Métaux ferreux : ferrailles légères, semi-lourdes ou lourdes, ferrailles de déchetteries, chutes de fabrication (emboutissage, copeaux, rebuts), ferrailles de démolition ;
- Métaux non ferreux : Cuivre, Aluminium, Zinc.... ;
- Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques.

Les VHU qui sont également admis sont remis par des particuliers, des garagistes, des compagnies d'assurance, etc. ; ils proviennent essentiellement du département d'Indre-et-Loire et des départements limitrophes. Les véhicules sont amenés sur le site par leur détenteur ou transportés par l'exploitant.

En 2011, 545 VHU ont été admis sur le site alors que l'article 3 de l'arrêté préfectoral susvisé du 14 juin 2006, stipule que le nombre maximum de VHU admis mensuellement est de 250.

L'opérateur qui prend en charge les VHU, les dépollue dans une station mobile puis retire le pot lorsqu'il est catalytique, les composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium ainsi que la batterie et les pneumatiques.

Les VHU dépollués et desquels un certain nombre d'éléments ont été retirés sont ensuite acheminés vers le site de RENNES (35) de la société où ils sont broyés.

La société AFM RECYCLAGE est certifiée depuis le 13 mai 2005, pour l'ensemble de ses 19 sites, selon le référentiel ISO 9001, version 2000, pour les opérations de gestion globale des déchets, de négoce, de collecte et valorisation des matières métalliques et biens de consommation en fin de vie.

3. LA DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'AGREMENT

L'exploitant sollicite donc le renouvellement de son agrément « démolisseur » à compter du 15 juin 2012 et ce pour une nouvelle période de 6 ans.

Cette demande doit être considérée notamment au regard des résultats des visites annuelles visant à vérifier la conformité des installations par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation et à celles du cahier des charges annexé à l'agrément préfectoral.

La dernière visite annuelle réalisée par « DNV » a eu lieu le 18 janvier 2012.

Le rapport de la visite dont une copie nous a été remise au cours de la visite d'inspection réalisée le 25 avril 2012 (cf. chapitre 4 ci-dessous) ne fait état d'aucune non-conformité quant au respect de l'ensemble des dispositions annexées à l'arrêté préfectoral portant agrément des installations de l'entreprise.

4. VISITE D'INSPECTION

Considérant la demande de l'exploitant, nous avons donc réalisé le 25 avril 2012 une visite d'inspection visant notamment à contrôler les conditions d'application des dispositions déclinées dans l'arrêté préfectoral susvisé du 14 juin 2006 portant agrément de l'établissement de Saint-Pierre-des-Corps de la société AFM RECYCLAGE pour l'exploitation d'installations de dépollution de VHU.

Au cours de cette visite, nous n'avons pas relevé de non-conformités quant au respect des dispositions contrôlées et avons constaté (ne sont évoqués ci-après que les principaux points examinés) :

- que les batteries, les filtres à huile... sont stockés dans des conteneurs étanches situés à l'intérieur d'un hangar métallique ;
- que les fluides récupérés au cours des opérations de dépollution des VHU (carburants, huiles de vidange, liquides de refroidissement, liquides de freins) sont stockés à l'intérieur de ce même hangar, dans des conteneurs étanches posés sur le caillebotis d'un dispositif formant rétention.

Il est précisé que l'opérateur en charge de la dépollution des VHU n'extrait pas les fluides frigorigènes des climatiseurs ; lorsqu'un véhicule est équipé d'une climatisation, il est, selon l'exploitant, transféré sur le site d'un établissement de la société équipé pour ce faire.

Les dispositions prises par l'exploitant à ce titre, respectent les prescriptions de l'arrêté susvisé du 14 juin 2006.

5. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Considérant ce qui précède, considérant également que la visite à laquelle l'inspection des installations classées a procédé le 25 avril 2012 n'a pas davantage révélé de non-conformités quant au respect des dispositions contrôlées ce jour là, nous proposons au CODERST de réserver une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément déposée par la société AFM RECYCLAGE en ce qui concerne le site de Saint-Pierre-des-Corps.

Un projet d'arrêté, portant sur une nouvelle période de 6 ans à compter du 15 juin 2012, est joint en ce sens au présent rapport.